



Automne 2023



La **Grogne**, journal de la Coalition contre la pauvreté de la Petite Patrie, est un journal militant qui a pour mission de rendre visibles et de dénoncer les inégalités sociales et de mener vers une mobilisation citoyenne. Ce journal s'inscrit dans une perspective de **défense des droits** des plus vulnérables et vise la pleine reconnaissance et la pleine application des droits de la personne.

La Coalition souhaite que l'édition 2023 de la Grogne vous invite à la **solidarité** et **mobilise** les résident.es du quartier. Alors même que l'État glorifie le travail que fait le communautaire, pour mieux se désengager, on se rend compte que le communautaire est méconnu par une vaste partie de la population. **Par cette Grogne on souhaite que les gens sachent qui l'on est, quelles sont nos luttes, nos gains, nos victoires!**

TABLE DES MATIÈRES

« QU’ILS INVESTISSENT DANS L’IMMOBILIER! »	3
Comité logement de la Petite-Patrie	
CE CHEMIN, LUMIÈRE DE VIE QUI LIBÈRE	4
Centre N A Rive	
VIE CHÈRE, CHÔMEUR.SES AMÈRES!	5
Mouvement Action-Chômage de Montréal	
SOLIDARISONS-NOUS AVEC LES PERSONNES AÎNÉES	6
Comité d’action pour la qualité de vie des aîné.es de la Petite-Patrie	
LES PROCHES AIDANT.ES MÉRITENT NOTRE ATTENTION	7
Regroupement des aidantes et aidants naturels de Montréal (RAANM)	
ANNONCES DES GROUPES DU QUARTIER	8
FEMMES: ENSEMBLE NOUS RÉSISTONS!	10
Coalition des femmes de la Petite-Patrie	
AUTOUR DE LA TABLE EN SANTÉ MENTALE	11
Table de concertation en santé mentale de la Petite-Patrie	
C’EST POSSIBLE!	12
Solon	
LOGEMENT SOCIAL: LA LUTTE PAIE!	13
Table logement/aménagement de la Petite-Patrie	
LE TRANSPORT EN COMMUN GRATUIT, ÇA VOUS PLAÎT?	14
ACEF du Nord	
CALENDRIER COMMUNAUTAIRE DE L’AUTOMNE 2023	15

DANS LA PETITE-PATRIE, LE COMMUNAUTAIRE A SA VOIX : LA GROGNE

Ce journal 100 % communautaire a su, notamment en 2015, mobiliser la population sur des enjeux de lutte à la pauvreté et à l’exclusion sociale. La Grogne, c’est un véhicule d’éducation populaire, de défense des droits, de mobilisation et de revendications politiques indispensables à l’avancement de nos causes sociales. Le journal est piloté par la Coalition contre la pauvreté de la Petite Patrie (CCPPP), qui rassemble des groupes communautaires autonomes visant à améliorer les conditions de vie des gens, à combattre les préjugés, à dénoncer les inégalités sociales et à sensibiliser l’opinion publique aux causes de la pauvreté.

Membres de la Coalition contre la pauvreté de la Petite Patrie :

Centre de ressources et d’action communautaire de la Petite-Patrie * Centre NA Rive * Comité logement de la Petite Patrie * L’Écho des femmes de la Petite Patrie * Halte la Ressource * Mouvement Action-Chômage de Montréal * Regroupement des tables de concertation de la Petite Patrie * ACEF du Nord

« QU'ILS INVESTISSENT DANS L'IMMOBILIER! »

Comité logement de la Petite-Patrie (CLPP)

En juin dernier, la ministre de l'Habitation, France-Élaine Duranceau, déposait le projet de loi 31 avec l'ambition, a-t-elle dit, de rétablir l'équilibre entre les propriétaires et les locataires. Quelques jours plus tard, elle a ajouté que ce n'est pas aux locataires de déterminer le prix des loyers, et que s'ils veulent faire ça, « ils n'ont qu'à investir dans l'immobilier! »

En réalité, si ce projet de loi est adopté, les propriétaires auront tout le loisir de refuser une cession de bail sans motif sérieux. La cession de bail est l'un des seuls recours qui permet aux locataires de freiner les hausses abusives de loyer, de limiter la discrimination et même de contribuer à freiner la spéculation immobilière.

Qu'est-ce que c'est, la cession de bail, au juste? C'est un droit qui permet à un locataire de transférer son bail à une autre personne, au même prix et avec les mêmes conditions. Ça permet à un locataire de transférer ses responsabilités face à son bail lorsqu'il doit quitter son logement avant la fin du bail. Ça permet d'empêcher le propriétaire d'augmenter abusivement le prix du loyer au changement de locataires, ce qui est très fréquent, même si ce n'est pas légal.

La cession de bail permet aussi à des locataires qui sont souvent discriminés par les propriétaires parce qu'ils sont racisés, ont des enfants ou sont marginaux, par exemple, de se trouver un

logement. La discrimination est très fréquente, même si elle n'est pas légale. Finalement, ça permet à un locataire qui vit dans un logement avec d'autres occupants de leur laisser le bail s'il désire quitter le logement.



La Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ) réclame depuis de nombreuses années que le droit de céder son bail soit retiré aux locataires. L'année dernière, Benoit Sainte-Marie, le directeur général de la CORPIQ, se lamentait que le nombre de cessions de bail avait augmenté, que ça donnait «froid dans le dos» et qu'il était «tout à fait essentiel que le propriétaire soit en mesure de remettre ses logements au prix du marché pour leur permettre de garder une rentabilité». Sauf que ce n'est pas légal.

La ministre de l'Habitation a justifié sa décision d'enlever le droit de céder son bail aux locataires en disant que ce n'est pas aux locataires de contrôler le prix des loyers... mais depuis 45 ans, le Regroupement des comités logement demande que ce soit le gouvernement qui instaure des mesures de contrôle, comme un registre des loyers et un taux maximum, et rien ne change. Si les locataires n'ont aucun pouvoir et si le

gouvernement n'agit pas, tout le pouvoir est donné aux propriétaires d'augmenter le prix des loyers comme bon leur semble!

En juin, nous apprenions par La Presse que la ministre a transformé un duplex de la Petite-Patrie, qu'elle a payé 500 000 \$ et où vivaient très certainement des locataires, en 5 condos qu'elle a revendus à plus de 3 millions de dollars. Même si cette pratique du « flip » immobilier est légale, elle encourage néanmoins la flambée des prix de l'immobilier, la disparition des logements locatifs au profit des condos et la montée en flèche du prix des loyers.

Comment peut-on croire qu'une telle ministre, qui était courtière immobilière, qui faisait des flips et qui accepte de rencontrer les groupes de propriétaires, mais pas les groupes de locataires, puisse concocter un projet de loi juste, visant à équilibrer le rapport de pouvoir entre les propriétaires et les locataires?

Nous vous attendons, dans la rue, le 16 septembre, pour faire entendre au gouvernement Legault que les locataires ne se laisseront pas faire!



CE CHEMIN, LUMIÈRE DE VIE QUI LIBÈRE

Centre N A Rive

Tout a commencé en 1973 pour le Centre N A rive suite à un éveil de conscience d'un groupe de professionnels de la communauté haïtienne, leurs amis et des sympathisants de diverses origines. Ils ont compris que la clé de l'insertion sociale était l'éducation, la formation et le travail. Cette fenêtre ouvre au renforcement des capacités des personnes analphabètes et leur donne des outils pour naviguer dans le système, retrouver leurs capacités d'agir et surmonter leur peur. Ce travail de reconstruction de la personne humaine est le quotidien de ces défricheur.ses, de ces bâtisseur.ses, qui évoluent au Centre N A Rive.

Avez-vous déjà pensé à ce que peut être le quotidien d'une personne peu ou pas scolarisée? Il est constitué d'un stress sans pareil, parce qu'au fond de son être bouillonnent le doute, la crainte, la honte, la peur.

Raccommoder, recoller, rassurer, encourager, inspirer, c'est notre travail depuis 50 ans. Il se traduit par nos revendications pour la défense des droits à l'éducation de toutes et tous, par nos différents ateliers d'apprentissage et nos activités d'insertion. L'éducation est le chemin qui conduit à une vie décente. Ce droit fondamental nous pousse,



au Centre N A Rive, à adopter ce credo : l'A.B.C. de la libération est l'alphabétisation.

Ce n'est pas évident, ni facile de mener des luttes sur les fronts de l'emploi, de la participation citoyenne et de l'insertion sociale.

Ce n'est pas évident, ni facile pour le Centre N A Rive et son équipe de continuer à offrir les ateliers de renforcement des capacités en lecture, écriture, calcul, communication française, techniques de formation pour l'emploi, des activités de loisir et de culture, de bâtir des relations et de soutenir le bien vivre ensemble.

Ce n'est pas évident, ni facile pour le Centre N A Rive de continuer avec une équipe réduite d'accueillir jour et soir des femmes, des hommes, des jeunes adultes et des personnes âgées à la recherche d'informations et de connaissances indispensables à leur intégration dans la société.

Ce n'est pas évident, ni facile, pour l'équipe du Centre N A Rive d'apporter une réponse rapide et concrète à cette participante chef de famille monoparentale, à ce couple sans enfant, à cette jeune adulte ou à cette personne âgée qui n'arrivent tous pas à joindre les deux bouts. Leurs revenus ne suivent pas le même rythme que la hausse du coût de la vie.

Ce n'est pas évident, ni facile de dire à cette mère très anxieuse que ses enfants restés dans son pays vont arriver bientôt quand

le délai de traitement du dossier par Immigration et Citoyenneté Canada est interminable. Et que dire des demandeur.ses d'asile!

C'est évident que le communautaire ne peut continuer à répondre encore longtemps à ces problèmes sociétaux et ces enjeux capitaux. Il est du devoir de celles et ceux qui nous dirigent de tout mettre en œuvre pour que chaque membre de la société puisse détenir les connaissances et les compétences qui lui permettront de vivre dignement, grâce à un revenu décent obtenu par un emploi à l'avenant ou grâce à un revenu minimum garanti.

Engagé jusqu'au bout, croulant sous le poids du fardeau, indigné et choqué devant tant de détresse humaine, le communautaire est à bout de souffle. Le Centre N A Rive aussi. La passion, la tête et le cœur ne suffisent pas. Il faut plus de ressources humaines, matérielles et financières pour continuer la lutte.

Seuls, les organismes communautaires n'y parviendront pas. Faisons front commun en venant prêter main forte pour construire cette nouvelle société empreinte de solidarité, de justice sociale et sans pauvreté!



VIE CHÈRE, CHÔMEUR.SES AMÈRES!

Mouvement Action-Chômage de Montréal (MAC de Montréal)

Tout coûte cher! Le logement, la nourriture, le transport : tout est touché par l'inflation! Ce sont pourtant des dépenses essentielles dans notre quotidien. On voit partout les effets de l'inflation, mais surtout les effets de l'inaction du provincial et du fédéral face aux entreprises gloutonnes qui font des profits records actuellement. Alors que les salaires des travailleur.ses stagnent face à l'inflation, les chômeur.ses doivent se débrouiller avec 55% de leur salaire. Faut que ça change!

Les luttes politiques et économiques menées par les travailleur.ses et les chômeur.ses sont les deux côtés d'une même médaille. En ayant de meilleurs salaires, les travailleur.ses vivent mieux et ont de meilleures prestations de chômage en cas de perte d'emploi puisque personne n'est à l'abri de cela. En luttant pour un meilleur régime, les chômeur.ses permettent aux travailleur.ses de ne plus accepter des conditions de travail désastreuses. Certains dans la sphère publique, dont le patronat, tentent d'opposer les chômeur.ses et les travailleur.ses pour éviter que nous nous unissions face à eux.

Des personnes de mauvaise foi diront que, dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre, « être chômeur » c'est une aberration. Attention! La pénurie ne touche pas tous les secteurs d'emploi. De plus, chaque travailleur.se devrait pouvoir trouver un emploi correspondant à ses compétences, à ses obligations familiales et qui offre une compensation financière adéquate.

Le manque de main-d'œuvre



n'annule aucunement le besoin criant d'une réforme du régime d'assurance-chômage! On veut plus de semaines de chômage et un meilleur taux de prestations!

Le saviez-vous? Les prestations d'assurance-chômage sont versées à partir de la caisse d'assurance-emploi. Dans cette caisse, tout le monde cotise. Les employeurs y mettent leur grain de sel, les travailleur.ses à temps partiel – qui n'ont souvent pas droit au chômage, surtout des femmes – y cotisent aussi ; tout le monde le fait... sauf le gouvernement. Il n'y a aucun fond public dans la caisse! L'argent accumulé dans la caisse appartient aux travailleur.ses; pourtant, ils n'ont aucun mot à dire dans sa gestion. C'est le gouvernement qui décide d'un portefeuille dans lequel il ne met pas une cenne!

Depuis 1990, les gouvernements Mulroney, Chrétien et Harper ont modifié les conditions d'admissibilité rendant le chômage inaccessible pour près de la moitié des chômeur.ses. Par conséquent, la caisse d'assurance-emploi a fait des surplus pendant des années. Ces surplus ont été pris par différents gouvernements successifs pour financer leurs politiques et leur équilibre budgétaire. Au final, c'est près de 57 MILLARDS DE

DOLLARS qui ont été volés aux travailleur.ses partout au Canada. Ces chiffres donnent la nausée. C'est de l'argent qui pourrait servir aujourd'hui à augmenter le taux de prestations à 70% et mettre un plancher à 500\$. Il pourrait donner plus de semaines de chômage pour permettre à tout le monde de faire une bonne recherche d'emploi en plus d'éviter le trou noir des travailleur.ses saisonnier.es.

Les chômeur.ses s'appauvrissant de jour en jour, la situation actuelle démontre bien que le régime n'est pas adéquat! Le gouvernement Trudeau promet une réforme de l'assurance-chômage depuis 2015. Nous sommes tanné.es des promesses vides! Continuons à lutter pour un meilleur régime d'assurance-chômage. On en veut un qui protège tout le monde, pas seulement moins que la moitié! On veut que les travailleur.ses aient de bons salaires pour combattre l'inflation! On vous invite à contacter vos députés fédéraux pour leur manifester votre mécontentement!

Cette année, la semaine des chômeur.ses aura lieu la semaine du 30 octobre. Joignez-vous à nous pour dire au gouvernement : « Une réforme doit prendre forme! »



SOLIDARISONS-NOUS AVEC LES PERSONNES ÂNÉES!

Comité d'action pour la qualité de vie des aîné.es de la Petite-Patrie (CAQVAPP)

Cette année, le Comité d'action pour la qualité de vie des aîné.es de la Petite-Patrie célèbre ses 30 ans d'existence. Depuis trois décennies, les organismes communautaires et les institutions se rassemblent et se concertent pour discuter des nombreux défis et difficultés auxquels les personnes âgées ont à faire face. Celles-ci ont beaucoup à dire et à partager. Leurs revendications pour l'amélioration de leur qualité de vie sont nombreuses. Les besoins sont pressants. Le temps est à l'action. La route est encore longue. Au rythme où avancent les choses, si nous ne nous mettons pas ensemble avec elles, nous ne parviendrons pas à destination! Bâtissons des ponts pour mieux les comprendre et leur manifester notre solidarité.

Après 30 ans de lutte, nous avons une bonne dose de combativité, utile en cette ère postpandémique. Cette période est déstabilisante pour les personnes les plus vulnérables, celles qui vivent dans des conditions précaires, dont les personnes âgées. Notons que la Petite-Patrie comporte un taux beaucoup plus élevé de personnes âgées vivant seules et avec un faible revenu que les moyennes de la Ville de Montréal.



Cette ère est aussi celle de la transition numérique qui perturbe la vie de plusieurs. C'est le cas des personnes âgées vulnérables avec les services comme Clic santé, télémédecine, GAP et Rendez-vous santé Québec. Difficile pour elles de se retrouver dans tout cela! Un désengagement de l'État? Évidemment! Une tâche de plus pour le communautaire? Évidemment! Raison de plus de se lancer dans la défense des droits des aîné.e.s. Cette situation a des répercussions sur leur santé globale.

Les conditions actuelles ouvrent la porte à la raréfaction des services, à la déprime, fragilisent et ravivent les tensions. Prenons, par exemple, cette montée de violence dans les Habitations à Loyer Modique pour aîné.es de la Petite-Patrie. Les intervenant.e.s sont témoins d'agressions physiques, d'abus et de maltraitance. Les aîné.e.s vivant avec une perte d'autonomie sévère ne peuvent pas recevoir de l'aide à domicile parce que les délais durent des années! Et que dire de l'abolition d'un des postes en organisation communautaire de l'Office Municipal de l'Habitation de Montréal! Les personnes âgées en paient le prix de cette réduction des ressources dans notre quartier et la Petite-Patrie subit le contrecoup. Pour essayer de freiner la dégradation de la qualité de vie des personnes âgées, maintenir une certaine harmonie et une vie participative dans ces milieux de vie, ce sont les intervenant.e.s qui ont dû prendre des mandats supplémentaires. Trop c'est trop! Les personnes âgées

méritent mieux! Ce n'est pas du ressort du communautaire que de s'occuper de tout cela.

En effet, interpellé.e.s de tous bords, tous côtés, les intervenant.es des organismes communautaires sont à bout de souffle. Avec des moyens limités et des équipes de travail réduites, c'est impossible pour les organisations de mener leurs actions en défense de droits. La réclamation d'une meilleure politique en santé, dont de vrais soins et services en santé pour que les personnes âgées puissent vivre dignement chez elles ou dans le milieu qu'elles auront choisi, est de plus en plus pertinente.

Lors de la Journée internationale des aînés, le 1er octobre prochain, mobilisons-nous autour des personnes âgées. Le CAQVAPP organisera une marche, dans le quartier, pour revendiquer de meilleures conditions de vie pour nos aîné.es. Aujourd'hui, c'est leur tour. Demain sera le nôtre si nous n'agissons pas ensemble avec elles! Pour un meilleur lendemain, faisons route ensemble. Les organismes membres de CAQVAPP ainsi que les personnes âgées ont besoin de vous et comptent sur vous pour l'aboutissement de leurs revendications.



LES PROCHES AIDANT.ES MÉRITENT NOTRE ATTENTION

Regroupement des aidantes et aidants naturels de Montréal (RAANM)

La réalité des personnes proches aidantes est difficile. Elles font face à différentes situations liées à l'incapacité dont souffrent leurs proches, à leur condition physique et mentale ou des aspects de leurs identités comme la classe sociale, l'origine, le genre, l'orientation sexuelle. La crise sanitaire a montré un paradoxe pour les personnes proches aidantes. Elle a illustré leur importance dans un moment où le réseau de santé était mis à rude épreuve. En effet, bénéficiant de l'attention médiatique, elles jouaient les premiers rôles dans le drame sanitaire. Cependant, ce contexte a également accentué leurs défis déjà nombreux comme l'épuisement, l'isolement et la précarité financière.

En 2020, en pleine crise sanitaire, l'Assemblée nationale du Québec adoptait la Loi 56 visant à reconnaître et soutenir les personnes proches aidantes. En 2021, le gouvernement du Québec lançait une politique et un plan d'action pour appliquer cette loi. Ces efforts sont à saluer car ils marquent des avancées notables socialement et politiquement. Cependant, le relatif retour à une certaine normalité, coïncidant avec la tenue d'élections provinciales, semble avoir relégué les personnes proches aidantes à un rôle figuratif que devaient pourtant corriger toutes les mesures législatives et gouvernementales déjà évoquées.

Les médias ont trouvé d'autres acteurs dans d'autres tragédies, et le gouvernement du Québec, comme c'était le cas entre 2018 et 2022, n'a plus de ministère attribué aux Proches aidants. La proche aide ne serait donc plus une priorité.

Les mutations démographiques liées au vieillissement de la population vont probablement multiplier le nombre de personnes proches aidantes, déjà le quart de la population québécoise. Il est évident que cela pourrait devenir très vite un enjeu de première importance, une question centrale à laquelle il faut apporter des réponses en investissant notamment sur les soins à domicile et en raffermissant le caractère public du système de santé. Pourtant, le gouvernement, dont le Plan santé vient d'être divulgué, est dans une logique autre, davantage orienté vers le privé.



La légitimité d'un État tourne notamment autour d'un contrat social qui le lie à ses citoyens et dans lequel ceux-ci le reconnaissent comme détenteur du pouvoir qui, en retour, offre sa protection et fournit des services de qualité. En se désengageant de plus en plus au profit d'acteurs non étatiques et en laissant les personnes proches aidantes livrées à elles-mêmes, l'État québécois pourrait à terme miner sa crédibilité et sa légitimité. C'est ainsi que la question de la proche aide peut être au cœur des défis politiques et sociétaux. Les personnes proches aidantes

méritent notre attention pour le travail (non rémunéré) qu'elles fournissent et pour le dévouement qu'elles démontrent à leurs proches. Notre système de santé repose en grande partie sur ce travail souvent quotidien.

En tant qu'organismes communautaires, nous sommes mobilisés pour contribuer à améliorer leurs vies. C'est dans ce contexte que le Regroupement des aidantes et aidants naturels de Montréal (RAANM) et le Groupe des Aidants du Sud-Ouest (GASO) ont invité d'autres acteurs montréalais en proche aide afin de créer une table de concertation. C'est ainsi que la Table de concertation régionale sur les personnes proches aidantes de Montréal a vu le jour. Dans ses actions, la Table réitère sa demande au gouvernement de respecter la mesure 38 de son Plan d'action pour les personnes proches aidantes. Cette mesure, visant à bonifier le soutien financier aux organismes communautaires en proche aide, n'a toujours pas été appliquée. Sa mise en œuvre permettrait pourtant d'offrir aux personnes proches aidantes plus de services et de ressources en qualité.

Nous ne pouvons ignorer les personnes proches aidantes. En tant que société et en tant qu'organismes, notre devoir est de les soutenir!



Regroupement des aidantes
et aidants naturels de Montréal

Merci à tous les groupes d'avoir rendu possible la réalisation de ce journal !

ESPACE DES POSSIBLES
dans La Petite-Patrie

Un lieu pour se rencontrer, apprendre et s'impliquer

GRATUIT!

6790 Rue St-Hubert
edppetitepatrie@solon-collectif.org

Pour un quartier plus solidaire et écologique!




Le RTCPP vous accueille au chalet communautaire La Place!
6855 Papineau (parc Montcalm)

Ateliers d'éducation populaire, fêtes, cinéma et plus encore!
Joignez-vous à nos activités et participez à leur développement avec le comité citoyen de La Place.

(514) 439-1939
La Place Petite-Patrie
laplace@petitepatrie.org

Desjardins Caisse du Cœur-de-l'Île
Rassemblement La Petite-Patrie Montréal

LE CENTRE DE RESSOURCES ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE DE LA PETITE-PATRIE

- Comptoir alimentaire
- Dépannage d'urgence
- Opération sociale
- Opération des fêtes
- Référencement

Réouverture du Panier engagé, l'épicerie solidaire, à l'automne 2023!

514-277-4995
www.crcap.org
@craap

Nourrir notre quartier, une priorité!

halte la ressource

Le point de rencontre montréalais des mères monoparentales qui veulent se ressourcer et prendre en main leurs réalités individuelles et collectives!

226 Beaubien Est • 514-524-0073
info@haltelaressource.org • haltelaressource.org
Organisme engagé, activités et milieu de vie à découvrir!

Mobilisations pour l'amélioration des conditions de vie des femmes ; 8 mars et 6 décembre

INFORMEZ-VOUS!
514-277-7445

COALITION DES FEMMES DE LA PETITE-PATRIE

Table de concertation en santé mentale de La Petite-Patrie

Envie de vous impliquer?
Contactez le RTCPP pour en apprendre plus!
info@petitepatrie.org

LA FOIRE DES POSSIBLES

SAMEDI 30 SEPTEMBRE
12H À 18H - PARC MOLSON

Remis au lendemain en cas de pluie. | FOIREDESPOSSIBLES.ORG

Vous vivez des moments difficiles ?

Nos services d'écoute et d'entraide sont gratuits.

LIGNE D'ÉCOUTE
Pour se confier en toute confidentialité
514 278-2130
7 jours / 7 - 8 h à 22 h

GROUPE D'ENTRAIDE
Pour se rassembler, échanger et s'entraider
Les jeudis et vendredis près du métro Beaubien

écoute entraide
ecoute-entraide.org



**CENTRE
N A
RIVE**

De l'ORDinaire vers l'extraORDinaire

50 ans d'accompagnement dans
l'amélioration et le renforcement des
capacités des jeunes adultes, des adultes et
des aîné.e.s

Informations : 514 278 2157
6971, rue St Denis, Montréal
www.centrenarive.com




**VOUS AVEZ DROIT À UN
LOGEMENT EN BON ÉTAT ET
CONFORTABLE!**

**Le Comité logement Petite Patrie
est là pour vous aider et vous
accompagner dans vos
démarches**

DU LUNDI AU JEUDI
(514) 272-9006
locataire@clpp.info
6839 Drolet, 2e étage



**VOUS ÊTES PERDU FACE À VOTRE
SITUATION FINANCIÈRE ?**



contactez-nous:
☎ 514 277-7359
📧 Info@cepram.org
Du lundi au jeudi de 9h à 16h30

**NOUS POUVONS VOUS AIDER À
TRAVERSER CE LABYRINTHE!**
Nos services sont gratuits.

Depuis 30 ans
pour l'amélioration
des conditions de vies
des personnes proches aidantes



Le Regroupement des aidantes
et aidants naturels de Montréal

514 374-1056
raanm.net



50 ANS DE LUTTES

**MOUVEMENT
ACTION-CHÔMAGE
DE MONTRÉAL**

PROBLÈME DE CHÔMAGE?

514-755-9240 - macmtl@macmtl.qc.ca

**NON AUX VIOLENCES
FAITES AUX FEMMES ET AUX FILLES!**



Tu n'es plus seule!
Ensemble nous sommes
plus fortes!



Rejoignez Les Veilleuses
de L'Écho des femmes
de la Petite Patrie

514-277-7445



**Organisme communautaire
famille pour les parents
d'enfants de la naissance
à 5 ans**

- Programmation mensuelle d'activités
- Halte-répét
- Friperie petite enfance sur rdv les mercredis
- Dépannage de produits de base pour bébé, sur référence
- Soutien individuel/marrainage, sur demande

Gem 

Le Groupe d'entraide
maternelle de La Petite Patrie
514.495.3494 / info@gem-pp.org
www.groupedentraidematernelle.org

**Joignez nos luttes contre
la pauvreté et l'exclusion sociale**

LA LUTTE PAIE!



Pour nous suivre:
[coalitioncontrelapauvreteedelapetitepatrie](https://www.facebook.com/coalitioncontrelapauvreteedelapetitepatrie)

Merci à tous les groupes d'avoir rendu possible la réalisation de ce journal !

FEMMES: ENSEMBLE NOUS RÉSISTONS!

Coalition des Femmes de La Petite-Patrie (CFPP)



La Coalition des Femmes de La Petite-Patrie (CFPP) est un regroupement d'organismes communautaires travaillant auprès des femmes et avec les femmes de La Petite-Patrie pour le respect de leurs droits et de leur dignité.

Anciennement appelée Coalition du 8 mars, la Coalition des Femmes de La Petite-Patrie a été fondée en 1996, à l'initiative de L'Écho des femmes de la Petite-Patrie. La Coalition du 8 mars, comme son nom l'indique, avait été créée dans l'objectif de regrouper des organismes du quartier, souhaitant s'impliquer dans l'organisation d'un événement de quartier pour souligner la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars. Nous avons alors mobilisé les citoyennes et citoyens dans des luttes féministes menées conjointement ainsi que développé des revendications en lien avec les réalités et les combats des femmes résidant dans La Petite-Patrie.

De sa création à nos jours, la CFPP développe et vit sa mission à travers l'organisation d'événements comme le 8 mars et le 6 décembre, pour promouvoir et défendre les droits des femmes et dénoncer les violences qu'elles subissent. Elle réalise aussi des actions ponctuelles d'information, de réflexion, d'éducation, de défense et de revendications/mobilisation lorsque l'actualité le commande. Le nouveau nom, Coalition des Femmes de La

Petite-Patrie, se veut plus représentatif d'un regroupement polyvalent et incontournable dans les luttes féministes du quartier. Aujourd'hui, la Coalition comprend 13 groupes membres qui se mobilisent pour trouver ensemble des réponses aux problèmes et aux oppressions que subissent les femmes du quartier.

Avec les turbulences socio-économiques actuelles, nous constatons que les crises sanitaires et économiques ont particulièrement touché les femmes et contribuent encore à dégrader leurs conditions de vie.

Il nous paraît donc important d'attirer l'attention des responsables politiques, des institutions publiques ainsi que des citoyennes et citoyens sur :

- La pauvreté et la détresse psychologique;
- Les multiples violences faites aux femmes (violence familiale, conjugale et sexuelle), la hausse des féminicides, le harcèlement de rue ainsi que l'utilisation non consensuelle du GHB, soit la drogue du viol, qui est toujours répandue dans les bars et les espaces festifs;
- L'itinérance et les problèmes de toxicomanie;
- Le manque d'accès à des logements sociaux, adéquats et sécuritaires;
- Les discriminations vécues par les femmes dans le marché du travail et dans la conciliation travail-famille;
- L'accessibilité en péril des services de santé et des services sociaux ainsi que du transport en commun;
- L'isolement, l'exclusion et les discriminations vécues par les femmes qui vivent des réalités diverses et complexes, et

qui se trouvent à l'intersection de différentes oppressions (âgisme, capacitisme, lesbophobie, hétéronormativité, racisme, classisme, discriminations religieuses, et plus encore).

Ces problèmes énumérés ci-haut sont réels, injustes, persistants et révoltants puisqu'ils se manifestent dans la vie de plusieurs femmes par l'épuisement, la détresse psychologique, la précarité, la pauvreté et la surcharge mentale.



Étant des piliers de la société d'aujourd'hui et porteuses d'avenir, les femmes nécessitent une vraie reconnaissance et une amélioration réelle de leurs conditions de vie. Nous soulignons d'ailleurs l'apport exceptionnel des féministes engagées de notre quartier qui contribuent de près ou de loin à l'avancement des droits des femmes et à la justice sociale! Avec la Coalition, nous sommes fières d'alimenter un espace qui tend la main à toutes les femmes pour qu'elles nous rejoignent dans la création collective d'un quartier et d'un monde plus juste et équitable, où toutes les femmes peuvent s'épanouir en toute dignité, sécurité et liberté!



AUTOUR DE LA TABLE EN SANTÉ MENTALE

Table de concertation en santé mentale de La Petite-Patrie

Fièrement relancée en 2019, la Table de concertation en santé mentale de La Petite-Patrie a comme objectif de mobiliser les organisations, les résident.es concerné.es par la santé mentale et de faire connaître les ressources du quartier.

Collectivement, nous souhaitons donner une voix aux personnes vulnérables qui, trop souvent, ne parviennent pas à se faire entendre. Pensons à cette personne âgée seule et isolée, à ce père de famille à bout de temps et de ressources, à cette femme coincée dans un cycle de violence à la maison ou encore à cette personne réfugiée risquant une éviction injustifiée et ne connaissant pas ses droits. Par la concertation, nous souhaitons redonner à ces personnes le pouvoir sur leur propre vie, en s'attaquant aux injustices et aux iniquités qui entravent leur intégration, leur bien-être et leur sentiment d'appartenance au reste de la communauté.

Au front de ce combat acharné, chaque année, nous retrouvons des intervenant.es fatigué.es portant à bout de bras des milliers de situations qui échappent au filet social. Nous sommes essouffé.es, souffrons trop souvent d'un manque de ressources financières et de main-d'œuvre, mais continuons tout de même à pallier les lacunes de notre système; le cas contraire, qui le fera ?

Nous avons traversé une crise sanitaire, tout récemment, et affrontons maintenant une crise économique. Ça prend des ressources pour soutenir une population, mais ça prend aussi une reconnaissance pour que le tout s'accorde. La réalité des organismes communautaires ne *La Grogne, automne 2023 - page 11*

suit plus la ligne budgétaire, les montants octroyés ne sont pas indexés et nous devons toujours faire plus avec moins. Nous aussi, nous voulons une augmentation de salaire!

Comme une pointe d'espoir, le partenariat est une force que l'on oublie souvent, mais qui peut avoir un réel impact sur la population. Dans la dernière année, grâce à la concertation de quartier, nous avons identifié des problèmes du milieu et des pistes de solution les concer-



nant. Ces dernières permettront aux organismes concernés d'accomplir leur mission, tout en ménageant les humain.es qui œuvrent jour après jour pour un quartier où il fait mieux vivre.

Nous avons fièrement offert des formations aux travailleurs.euses, nous avons participé à des rencontres afin de nous solidariser et de nous entraider et certain.es membres de la Table ont aussi donné de leur temps afin d'organiser un Grand RDV des organismes communautaires qui se voulait un moment d'échange et de ressourcement. Celui-ci nous a permis d'apprendre à mieux nous connaître entre

personnes intervenantes de La Petite-Patrie, de se raconter le parcours de nos engagements et de se reconnaître dans nos valeurs communes. À travers des ateliers créatifs, nous avons renforcé notre disposition à offrir ce que nous avons de mieux en nous afin de le mettre au service de la population de notre quartier.

Bien sûr, la concertation n'est pas que l'affaire des travailleurs.es du milieu communautaire; en fait, la réflexion est beaucoup plus enrichissante lorsque nous la faisons collectivement. Une plus grande pluralité des expériences nous permet d'avoir une meilleure vision d'ensemble, et celle-ci nous est essentielle pour identifier les défis et mettre en branle les actions qu'il faut afin d'affronter ceux-là. Nous encourageons donc les résident.es et citoyen.nes à se renseigner sur les multiples instances de concertation de quartier, à s'engager à la table en santé mentale de La Petite-Patrie.

Pour plus d'informations, visitez le site web du Regroupement des tables de quartier de la Petite-Patrie : petitepatrie.org



Table de concertation
en santé mentale
de La Petite-Patrie

C'EST POSSIBLE!

Communauté des possibles



Face à l'urgence climatique et à l'importance de réussir une transition socio-écologique juste pour tout le monde dans Rosemont-La Petite-Patrie, plusieurs acteurs locaux de la transition se sont regroupés au sein d'un groupe: la Communauté des Possibles. Ce groupe, animé par Solon, est composé de représentantes et représentants de plusieurs organisations qui ont à cœur la transition socio-écologique: Nature Action Québec (programme Faites comme chez vous), YAM (mandat d'Éco-quartier), La Remise (atelier de vélo communautaire), le RTCPP (table de quartier de La Petite-Patrie), AU/LAB (projets en agriculture urbaine et les jardins communautaires), GUEPE (éducation relative à la nature dans les parcs du quartier) et enfin l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie.

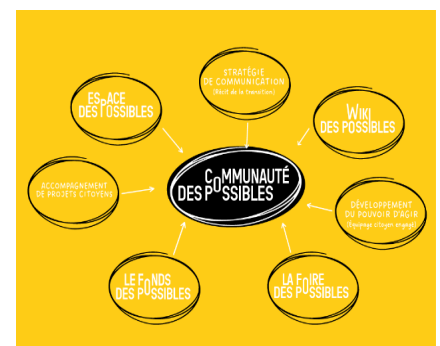
Mais tout d'abord, qu'est-ce la transition socio-écologique (merci à la CDC Centre Sud pour leur définition)? Il s'agit du passage d'une société à une société stable, juste et durable. Cela implique généralement d'autres valeurs, d'autres défis, et d'autres rapports au monde :

- Une plus grande sensibilité au monde non humain (ex : paysage naturel, aménagements urbains, patrimoine bâti, etc.)
- Une nouvelle relation entre les êtres vivants humains et non humains (animaux, plantes)
- Une nouvelle relation entre les humains-es (ex : inégalités entre les pays « développés » du et ceux exploités généralement dans le Sud global; lutte contre la pauvreté, plus grande répartition des richesses, etc.)
- Un autre rapport au temps (ex : travailler moins, temps plus long pour prendre des décisions collectives, etc.)
- Un autre rapport au monde matériel (ex : remise en question de la consommation de masse, produits locaux, sobriété énergétique, matérielle et numérique, etc.)

La Communauté des Possibles a comme objectif de contribuer à cette transformation vitale, notamment en mettant en place les moyens nécessaires pour

travailler ensemble. Au cœur de cette communauté se trouve également un récit, celui d'un autre futur possible. Ce récit, vous pouvez le lire sur notre Wiki des Possibles (www.wikidespossibles.org). Dans ce récit, la Communauté des Possibles a mis de l'avant de nombreuses actions locales et collectives qui peuvent être mises en place pour un quartier plus convivial, écologique et solidaire. On pense notamment à plus d'espaces de rencontre (comme l'Espace des Possibles sur Saint-Hubert), plus d'agriculture urbaine (avec des jardins pour tous), plus de partage (comme avec la Remise ou LocoMotion) et plus d'entraide et d'éducation populaire; et bien d'autres idées ou projets menés par vous dans le quartier !

D'ailleurs, si vous êtes curieux, curieuse ou intéressée à en savoir plus, ou si vous avez envie de vous impliquer dans un de ces nombreux projets, on vous invite à La Foire des Possibles qui aura lieu le samedi 30 septembre, de 12 h à 18 h au parc Molson. Au plaisir de vous rencontrer



LOGEMENT SOCIAL: LA LUTTE PAIE!

Table logement/aménagement de la Petite-Patrie



En 1983, les membres fondateurs de la Table logement/aménagement de la Petite-Patrie se donnent, entre autres, comme mission de conserver la population actuelle du quartier, d'améliorer ses conditions de logement et de vie, de faciliter l'accès à des logements sociaux et communautaires.

Dès sa création, les luttes de la Table logement/aménagement se concentrent sur le territoire longeant la voie ferrée, comme le terrain des anciens ateliers municipaux Rosemont. Les revendications pour un aménagement social de ce terrain portent leurs fruits. En 1993, le HLM Des Carrières est construit, suivi, plusieurs années plus tard, de la Coopérative d'habitation Le Coteau vert, d'Un toit pour tous, de la bibliothèque Marc Favreau et de la tour Rosemont, au-dessus du métro. Il s'agit du fruit de plusieurs années de mobilisation citoyenne et de participation aux consultations publiques menées par l'Office de consultation publique de Montréal. Plus de 60 % des logements créés dans ce secteur sont des logements sociaux. Il s'agit d'un développement exemplaire, duquel on s'inspire pour le secteur Bellechasse.

Au début de l'année 2000, le site Bellechasse est choisi comme lieu du futur Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM). Avec l'achalandage d'un centre hospitalier, le risque de gentrification et de dépossession est important. La Table logement/aménagement s'implique activement pour faire reconnaître les impacts

La Grogne, automne 2023 - page 13

qu'aurait une entreprise si démesurée sur la qualité de vie des résident.es. Le projet est finalement abandonné en 2003.

En 2008, l'arrondissement organise des consultations publiques pour concevoir un plan d'aménagement du secteur Bellechasse. De son côté, la Table logement/aménagement consulte les résident.es du quartier à plusieurs reprises et de différentes manières pour articuler des revendications par et pour les gens les plus vulnérables, ceux qui risquent d'être repoussés du quartier.

La lutte paie. En 2016, l'arrondissement vote une motion de mise en réserve des terrains publics à des fins de logements sociaux et d'équipements collectifs. En 2018, les élu.es de Rosemont-La-Petite-Patrie votent une motion visant à protéger et à valoriser les lieux collectifs, communautaires et institutionnels sur son territoire.

Ce qui vient du cœur, ce n'est pas un projet immobilier. Ce qui vient du cœur, c'est une vision de solidarité et de fraternité, une vision de diversité sociale, d'un vivre ensemble où tout le monde, et surtout le petit monde, a sa place. Extrait du lancement de la campagne 2017

La Table logement/aménagement et le Regroupement des Tables de concertation de la Petite-Patrie déposent un mémoire à l'arrondissement : les 75 groupes du quartier revendiquent que le site Bellechasse reste public et qu'on y développe 100 % de logements sociaux et des équipements collectifs.

Au sortir de la pandémie, la mobilisation reprend, avec la campagne « Une Bellechasse gardée pour le bien commun » ; elle a

donné lieu à de multiples actions, lors de la campagne électorale municipale, et à une assemblée qui a accueilli une centaine de résident.es, en septembre 2022.

La lutte paie à nouveau. Le maire de l'arrondissement, François Limoges, et la présidente du Conseil exécutif de la Ville de Montréal, Dominique Ollivier, s'engagent : le terrain, actuellement occupé par le garage de la STM, sera occupé à 100 % par des logements sociaux, des équipements collectifs et des espaces verts. L'arrondissement créera un comité de gouvernance pour réfléchir à l'aménagement du secteur. Nous attendons la première rencontre de ce comité, où la Table logement/aménagement devrait avoir une place.

Le chemin sera encore long, avant de crier victoire ; par conséquent, nous devons rester mobilisés pour que les engagements d'aujourd'hui deviennent la réalité de demain!

Les membres du Comité citoyen et communautaire Bellechasse vous attendent : nous avons besoin de vous!

CONTACTEZ-NOUS!
bellechasse@clpp.info
sitebellechasse.org
514-272-9006



Table de concertation
logement / aménagement
de la Petite Patrie

LE TRANSPORT EN COMMUN GRATUIT, ÇA VOUS PLAÎT ?

ACEF du Nord



Depuis plus de cinq ans, l'ACEF du Nord soutient le Collectif les assoiffé.e.s de justice, un groupe de citoyens et de citoyennes qui militent pour une société plus juste où chacun.e peut vivre dans la dignité et répondre à ses besoins de base.

Le Collectif dénonce le coût élevé du transport en commun et revendique la gratuité pour tout le monde. La gratuité est une solution idéale puisqu'elle allie la lutte pour la justice sociale et celle contre les changements climatiques.

Se déplacer est un droit fondamental. C'est nécessaire pour pouvoir répondre à ses besoins de base comme se nourrir, se loger, travailler ou étudier, se faire soigner, avoir une vie sociale. Sans possibilité de se payer un transport, il faut se limiter pour tout.

Actuellement, le coût d'une carte mensuelle permettant d'utiliser le réseau de transport en commun représente plus de 10 % des revenus d'une personne prestataire de l'aide sociale. Dans le contexte d'inflation actuel, les travailleurs et travailleuses peinent aussi à joindre les deux bouts. Ce sera encore pire avec la hausse annoncée depuis juillet.

La gratuité du transport en commun est aussi une solution très efficace pour lutter contre les changements climatiques. À Montréal, 40% des GES proviennent du transport routier. On estime que les changements climatiques à eux seuls coûteront 5,3 milliards de dollars par an aux municipalités. De plus, cette mesure permettrait de créer des villes plus denses et sécuritaires en faveur des humains qui y vivent plutôt que des voitures qui y circulent.

Bien sûr, pour que ce soit viable, et c'est une question de choix : le gouvernement doit s'engager! Par exemple, en Ontario, 71% des investissements en transport pour 2022-2032 iront au transport collectif et 29% au transport routier. Au Québec, c'est l'inverse : 30 % pour le transport collectif et 70% pour le réseau routier. Si Québec peut investir des milliards pour la construction d'un nouveau tunnel, il peut aussi, s'il le décide, investir dans le transport en commun gratuit.

La mobilité devrait être perçue dans une logique de service public, au même titre que la santé ou l'éducation. Il faut cesser de voir le financement du transport collectif comme une dépense, mais plutôt le considérer comme un investissement nécessaire



pour bâtir l'avenir, comme le disait si bien notre mairesse Valérie Plante. Plus de 120 villes dans le monde ont instauré la gratuité du transport en commun. Qu'attend Montréal pour se joindre au mouvement?

"La gratuité, souligne Frédéric, un membre du Collectif, nourrit un projet de société qui redonne la liberté à tous et toutes et qui contribue à la justice climatique."

Venez vous impliquer dans cette lutte avec nous !
Ensemble, c'est possible !

Dominique Gagnon
514 277-7959 #208,



PROCHAINE ÉDITION

La prochaine édition de la Grogne sera publiée au printemps 2024.

Vous êtes un groupe de citoyen.nes ou un organisme communautaire et vous luttez contre la pauvreté dans la Petite-Patrie?

Contactez-nous pour promouvoir vos luttes et vos mobilisations dans la prochaine édition !

coalitioncontrelapauvrete@gmail.com

En espérant vous lire !

- La Coalition contre la pauvreté de la Petite Patrie

CALENDRIER COMMUNAUTAIRE DE L'AUTOMNE



Samedi 16 septembre 2023

GRANDE MANIFESTATION NATIONALE CONTRE LE PL31

12h30

Station métro Préfontaine



Samedi 23 septembre 2023

ASSEMBLÉE POPULAIRE POUR LE SECTEUR BELLECHASSE

9h30

Paroisse Saint-Édouard



Samedi 30 septembre 2023

FOIRE DES POSSIBLES

12h00

Parc Molson



Dimanche 1er octobre 2023

MARCHE POUR LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES AÎNÉ.ES, SUIVI DU FESTI-AÎNÉ.ES

Pour plus d'informations: Alexandra (RTCPP) 514-439-1939



Mardi 31 octobre 2023

LES HORREURS DE LA CAQ ORGANISÉ PAR LE FRACA MONTRÉAL ET LA COALITION MAIN ROUGE

11h00 au Métro Square-Victoria

Pour plus d'informations: FRACA Montréal 514-527-1112



25 novembre au 6 décembre 2023

12 JOURS D' ACTIONS CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Pour plus d'informations: Echo des femmes de la Petite-Patrie 514-277-7445

**Halte
garderie !**

PROJET
IMPACT
COLLECTIF



**Dîner
gratuit !**

ASSEMBLÉE POPULAIRE

Édition 2023

**Mobilisons-nous pour la création
d'un micro-quartier inclusif sur
le secteur Bellechasse !**

Samedi 23 septembre 2023

9h30 à 14h00

**Paroisse St-Édouard
(425 Beaubien Est)**

**Inscription
en ligne!**

Pour s'inscrire :



[facebook.com/ComiteCitoyenEt
CommunauteBellechasse](https://facebook.com/ComiteCitoyenEtCommunauteBellechasse)



bellechasse@clpp.info



514-272-9006



sitebellechasse.org

